

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 30/3 (2003)

DOI: 10.11588/fr.2003.3.63851

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Karl-Rudolf KORTE, *Deutschlandpolitik in Helmut Kohls Kanzlerschaft. Regierungsstil und Entscheidungen 1982–1989*, Stuttgart (DVA) 1998, 720 p. (*Geschichte der deutschen Einheit*, 1).

La «chute du mur de Berlin» en novembre 1989 a surpris les dirigeants de la RFA qui ne s'attendaient pas à une décomposition aussi rapide du deuxième État allemand. Mais dès lors qu'il apparut que les Allemands de l'Est manifestaient publiquement leur appartenance à une nation commune («Wir sind ein Volk») et ne se contentaient plus de réformes politiques tendant à la démocratisation des institutions de la RDA («Wir sind das Volk»), le chancelier Kohl saisit la balle au bond et dans un discours prononcé devant le *Bundestag* le 28 novembre il se prononça clairement en faveur d'un processus de négociation dont la visée ultime était la proclamation de l'unité étatique allemande. Certes, il ne pensait pas que l'entreprise serait aisée et que des résultats significatifs seraient obtenus à court terme et si l'on en croit certains témoignages il estimait que dix ans s'écouleraient avant que la division de l'Allemagne soit surmontée. Toutefois, l'histoire s'est accélérée et grâce à une conjoncture internationale favorable et à l'habileté de la diplomatie de Bonn, l'accession de l'Allemagne unie à la pleine souveraineté est intervenue le 3 octobre 1990, soit moins d'un an après l'ouverture de la porte de Brandebourg.

Le rôle du chancelier Kohl a été déterminant pour faire triompher la cause de l'unité et on conçoit que les historiens d'outre-Rhin se soient attachés à éclairer la politique qu'il a menée pour atteindre cet objectif. Pour faciliter leur tâche la chancellerie de Bonn a ouvert ses archives et les principaux acteurs ont multiplié les témoignages sur la manière dont s'est développé le processus qui a permis de surmonter la division de l'Allemagne. Il en est résulté une littérature abondante mais il convient de faire une place particulière à «L'histoire de l'unité allemande» («Geschichte der deutschen Einheit») en quatre tomes publiée sous la responsabilité du professeur Werner Weidenfeld et dont le livre de Korte constitue le premier volume. Pour mener à bien son projet l'auteur a non seulement exploité la littérature ouverte et les archives mises à sa disposition mais il s'est également entretenu avec les fonctionnaires et les hommes politiques qui ont participé aux prises de décision et négocié avec les autorités de la RDA à une époque où il s'agissait de développer la coopération interallemande dans le prolongement de l'*Ostpolitik* du chancelier Brandt et de contribuer par des mesures pragmatiques à l'amélioration du sort des Allemands de l'Est («Menschliche Erleichterungen»).

À cet égard, le livre du professeur Korte est un modèle d'analyse et une mine d'informations sur la mise en œuvre de la *Deutschlandpolitik* pendant une période cruciale de l'histoire de l'Allemagne. Au début des années 1980, l'*Ostpolitik* avait atteint son rythme de croisière mais l'*Abgrenzung* décidée par les autorités de Berlin-Est rendait aléatoire les changements escomptés par les dirigeants de Bonn et semblait infirmer les postulats qui sous-tendaient la philosophie du «Wandel durch Annäherung». Par ailleurs, la modernisation des forces nucléaires de portée intermédiaire des États-Unis en réponse au déploiement des fusées soviétiques SS-20 avait suscité une crise au sein de l'alliance atlantique et fait naître des soupçons sur la solidité de l'attachement de la RFA à la communauté de sécurité occidentale. Enfin, la visite de Erich Honecker en RFA à l'automne 1987 et sa réception avec les honneurs dus à un chef d'État avaient accrédité auprès de nombreux Allemands la thèse d'une coexistence durable de deux États allemands. C'est dans ce contexte que Willy Brandt avait dénoncé le mensonge (*Lebenslüge*) consistant à entretenir l'illusion d'une réunification de l'Allemagne dans les frontières de 1937 et, que les dirigeants du SPD avaient préconisé de mettre en sourdine la quête de l'unité lors du Congrès qui devait se tenir à l'automne 1989. À l'époque, les chrétiens-démocrates étaient exposés à la même tentation mais le chancelier Kohl n'a jamais cédé sur le principe de l'unification et il n'a cessé d'agir d'une manière pragmatique pour créer les conditions favorables à sa réalisation. Au moment propice il saura saisir l'occasion pour recueillir les fruits de sa politique et passera sans doute à la postérité avec le titre de chancelier de l'unité.

Il ne saurait être question de présenter dans une note bibliographique la substance d'un livre aussi dense et l'on se bornera à en dégager les grandes lignes. À cet égard trois observations peuvent être faites. La première a trait au rôle central de la chancellerie (*Kanzleramt*) dans l'élaboration et la conduite de la *Deutschlandpolitik*. La deuxième concerne la place de la diplomatie secrète («*Stilles Verhandeln*») et des négociations directes menées par des hommes de confiance de Kohl avec des émissaires du premier secrétaire du SED, Erich Honecker. Enfin, la question allemande a été instrumentalisée par le chancelier pour asseoir son autorité au sein du parti chrétien-démocrate et s'affirmer par rapport à ses alliés libéraux et ses adversaires sociaux-démocrates. En l'occurrence, Kohl s'est révélé comme un homme politique chevronné et le qualificatif d'«*exzellenter Machtpolitiker*» que lui attribue Peter März dans un ouvrage récent («*An der Spitze der Macht. Kanzlerschaften und Wettbewerber in Deutschland*», Olzog, Munich 2002) est parfaitement justifié. En effet, le chancelier estimait que son programme ne pourrait être réalisé que s'il disposait d'un pouvoir incontesté au sein du parti qui le soutenait et pouvait compter sur des hommes d'une fidélité à toute épreuve comme Wolfgang Schäuble. En outre, il avait mis en place des structures souples qui lui permettaient d'évoquer toutes les affaires délicates et de les traiter en s'affranchissant des pesanteurs bureaucratiques. Enfin, il s'abstenait de prendre parti dans les querelles partisans et préférait arbitrer les débats plutôt que de dévoiler ses batteries et de restreindre sa liberté d'action en fixant des orientations trop précises. En fait, Kohl se souciait de choisir en toutes circonstances la posture qui lui paraissait la mieux adaptée à la fin poursuivie et il savait ménager ses arrières avant de prendre une initiative qui risquait d'être mal comprise ou de prêter le flanc à la critique.

Contrairement à une idée reçue, il n'était pas un idéologue de l'unité allemande et ses prises de position sur la frontière germano-polonaise et sur les droits des expulsés (*Vertriebene*) étaient exclusives de revendications territoriales et ne tendaient pas à remettre en cause les acquis de l'*Ostpolitik* de Brandt dont il avait approuvé la visée dans les années 1970. Par ailleurs, s'il a usé du rituel des messages sur «*l'état de la nation*» pour attirer l'attention sur l'anomalie de la division de l'Allemagne et prendre ses distances par rapport au régime de la RDA, il a adopté une démarche pragmatique dans ses relations avec les autorités est-allemandes et n'a pas hésité à leur faire des concessions majeures pour créer les conditions favorables à la réalisation de son projet. Ainsi il s'est impliqué dans les tractations relatives à l'octroi à la RDA d'un prêt de un milliard de Deutschmark garanti par l'État et a donné carte blanche à Schäuble pour négocier avec Alexander Schalk-Golodkowski des arrangements tendant à accroître la liberté de circulation entre les deux Allemagnes et à obtenir la libération de prisonniers politiques par des contributions substantielles à la correction des déséquilibres de la balance des paiements de la RDA. Mais l'ouverture de la RFA ne se bornait pas à des concessions d'ordre financier, elle s'étendait aussi à des domaines plus sensibles comme la coopération culturelle qui a fait l'objet d'un accord interallemand en mai 1986 et la revalorisation du statut politique de la RDA à la faveur de la visite de Honecker à Bonn, en septembre 1987. En dépit des précautions oratoires et protocolaires prises par le gouvernement de Bonn pour réduire la signification symbolique de cet événement, celui-ci ne pouvait qu'ébranler les convictions de la population ouest allemande sur les chances d'une réunification comme l'attestent des sondages effectués à l'époque par l'Institut de démoscopie de Allensbach. En outre, le bilan de l'opération était mitigé puisque le régime est-allemand s'est durci au cours des mois suivants et qu'un an plus tard les entraves apportées à la libre circulation des personnes, la répression des dissidents et le trucage des élections locales ont exacerbé la contestation du régime et provoqué un exode massif des Allemands de l'Est.

Korte retrace avec une grande minutie les démarches entreprises par la RFA pour résoudre la crise de l'été 1989 en collaboration avec les autorités est-allemandes. Il marque également le lien entre le succès de ces négociations et les changements intervenus sur la scène euro-

péenne depuis l'accession au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev. À ce propos, il est assez remarquable que Kohl n'ait pas cherché à tirer parti de l'affaiblissement de la RDA pour faire prévaloir ses vues et qu'il ait traité exclusivement avec les représentants du pouvoir légal pour échapper au reproche de vouloir déstabiliser le régime communiste et de jouer les trouble-fête sur le continent européen. Sur ce point les analyses de Korte se distinguent de celles de l'historien britannique Timothy Garton Ash. Celui-ci déplore dans son livre »Au nom de l'Europe« la distance prise par les dirigeants de Bonn à l'égard des dissidents dont l'action résolue et non-violente a contribué à faire triompher la démocratie en Europe centrale et orientale et permis la réunification de l'Allemagne dans la liberté. Celui-là défend l'approche légaliste du chancelier Kohl et estime qu'il n'y avait pas d'alternative au dialogue avec les détenteurs du pouvoir à Berlin-Est et qu'une attitude plus ouverte à l'égard des dissidents aurait compromis le succès de la *Deutschlandpolitik*. Le débat reste ouvert mais pour le trancher on ne pourra pas faire abstraction de l'étude monumentale du professeur Korte dont la démonstration se développe avec rigueur et prend appui sur un appareil scientifique imposant. Elle a d'ores et déjà été agréée par l'université de Munich comme thèse d'habilitation et a vocation à devenir un ouvrage de référence en la matière.

Jean KLEIN, Paris

Gottfried-Karl KINDERMANN, *Der Aufstieg Ostasiens in der Weltpolitik 1840 bis 2000*, München, Stuttgart (DVA) 2001, 727 S.

Seit dem Zusammenbruch der Sowjetunion sehen die Regierenden in Washington in der Volksrepublik China die kommende Macht am Pazifik und den zukünftig weltpolitisch wichtigsten Herausforderer. Schon länger ist China für Amerika ein angriffslustigerer Gegenspieler, als es die bürokratisch-schwerfällige Sowjetunion war. Seitdem Mao Tse-tungs Kommunisten 1949 im Bürgerkrieg die Macht eroberten, bot China den USA erst im Korea-Krieg, dann im Vietnamkrieg die Stirn. Die Volksrepublik okkupierte 1950 das früher praktisch selbständige Tibet, sie marschierte 1962 in Nordostindien und 1979 in Nordvietnam ein. 1992 annektierte China die seit den 1930er Jahren international umstrittenen Paracel- und Spratly-Inseln im Südchinesischen Meer. Bis in die Gegenwart droht es Taiwan wiederholt mit einer gewaltsamen Wiedervereinigung.

Mit seinen militärischen Drohgebärden verfolgt China heute fast die gleiche forsche Kanonenboot-Politik wie die westlichen Großmächte einschließlich Rußlands und Amerikas, die China, beginnend mit dem britisch-chinesischen Opiumkrieg 1840/42, einem halbkolonialen Regime unterwarfen. Die Mächte – allen voran Großbritannien, Rußland, Frankreich, Japan und Deutschland – ließen sich an Chinas Grenzen Pachtgebiete abtreten. So kamen die Deutschen 1899 zum Gebiet um Tsingtao in Nordchina, das sie 1914 aber wieder verloren. Im Landesinnern bestanden an allen wichtigen Handelsplätzen Stadtviertel (»Konzessionen«), die allein von den Ausländern verwaltet wurden. Westliche Missionare und Lehrer, von ausländischen Truppen geschützt, durften in China uneingeschränkt ihr Gedankengut verbreiten. Der gesamte Außenhandel und weite Teile der Wirtschaft wurden vom Westen dominiert. Beendet wurde die Erniedrigung ausgerechnet von den Japanern, die China ab Juli 1937 mit Krieg überzogen. Japans Streben nach einer neuen Ordnung für Asien höhnte die westlichen Privilegien entscheidend aus. 1943 verzichteten als letzte Mächte Großbritannien, die USA und Frankreich auf ihre Rechte.

Die Geschichte dieser ein Jahrhundert andauernden, bis heute in China sehr präsenten Demütigungen und der 1949 beginnende Aufstieg Chinas zur Weltmacht stehen im Mittelpunkt der Darstellung des Ostasienspezialisten Gottfried-Karl Kindermann. Einfühlsam beschreibt der emeritierte Professor den jahrzehntelangen Terror der Kommunistischen Partei gegen ihr eigenes Volk, äußert sich aber auch bewundernd über die enorme wirtschaftli-